

N°369
FEVRIER
2021

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociable
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

PALMARÈS 2020 : UN CLASSEMENT STABLE QUI TRADUIT LA CONTINUITÉ DE L'ENGAGEMENT DES SPÉCIALISTES EN VALEURS DU TRÉSOR PENDANT LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SANITAIRE

Chaque début d'année depuis 1999, l'Agence France Trésor publie le palmarès des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) les plus actifs sur l'année écoulée. Un ensemble de paramètres est pris en compte dans cette évaluation afin de refléter au mieux les missions confiées aux SVT par l'AFT. Trois catégories de critères permettent de classer les SVT et font l'objet d'un palmarès spécifique :

- performance sur le marché primaire (40 % de l'évaluation), calculée sur la base de la part de marché (pondérée par la durée) des SVT aux adjudications de titres nominaux de court terme (BTF), de moyen et long terme (OAT) et de titres indexés sur l'inflation française et européenne (OATI et OAT€i) ainsi que de leur participation aux opérations de rachats de titres ;
- performance sur le marché secondaire (30 % de l'évaluation), calculée sur la base des volumes traités par les SVT (pondérés par la durée) avec les clients finaux et avec les autres teneurs de marché sur l'ensemble des valeurs du Trésor, y compris sous forme d'obligations démembrées et de pensions livrées ;
- qualité du conseil et des services fournis à l'AFT (30 % de l'évaluation), appréciée au travers de la contribution des SVT au bon déroulement des opérations sur le marché des valeurs du Trésor, de la pertinence des conseils fournis à l'AFT, de la qualité de l'analyse du marché obligataire souverain et de la recherche économique et opérationnelle, ainsi que de la proximité et de la stabilité de la relation avec l'AFT. Sur cette base, le classement général des dix premières places parmi les quinze établissements constituant le groupe des SVT en 2020 est le suivant :

1	BNP Paribas	6	Citigroup
2	HSBC	7	Deutsche Bank
3	J.P. Morgan	8	Barclays
4	Crédit Agricole	9	BofA Securities Europe SA
5	Société Générale	10	Nomura

Le classement 2020 confirme encore une fois la stabilité du groupe des 5 premiers SVT constitué des mêmes établissements depuis 2016. BNP Paribas se maintient en tête du classement général, comme c'est le cas sans discontinuer depuis 2008, du fait d'une performance régulière sur les marchés primaire et secondaire comme en termes qualitatifs, suivi d'HSBC qui conserve la seconde place acquise depuis 2017. Progressant de deux places quant à la qualité des services fournis à l'AFT, J.P. Morgan confirme cette année sa troisième place, suivi de Crédit Agricole qui maintient son empreinte sur les marchés primaire et secondaire.

Dans la seconde partie du palmarès, Citigroup renforce son engagement auprès de l'AFT en se hissant à la sixième place en 2020 tandis que Deutsche Bank et Barclays gagnent chacun une place par rapport à l'année 2019 en se positionnant respectivement à la septième et huitième place. Enfin, BofA Securities Europe SA rejoint le top 10 et occupe désormais la neuvième position en progressant notamment de deux places sur le marché primaire.

La stabilité globale du palmarès général illustre la volonté d'accompagnement et de partenariat des SVT dont l'engagement à long terme constitue un atout pour la dette française, notamment en période de crise. Dans le même temps, la diversité des classements par critère témoigne de la variété et de la complémentarité des compétences et des stratégies déployées par chacun des établissements sur le marché des valeurs du Trésor, permettant à l'Agence France Trésor de sécuriser le bon placement de l'ensemble de ses titres sur les marchés et d'en assurer la bonne liquidité.

Marché primaire		Marché secondaire		Qualité des services	
1	BNP Paribas	1	BNP Paribas	1	BNP Paribas
2	HSBC	2	J.P. Morgan	2	Société Générale
3	Crédit Agricole	3	HSBC	3	Crédit Agricole
4	J.P. Morgan	4	Crédit Agricole	4	Natixis
5	Société Générale	5	Deutsche Bank	5	J.P. Morgan
6	Citigroup	6	Citigroup	6	Citigroup
7	BofA Securities Europe SA	7	Nomura	7	Barclays
8	Barclays	8	Barclays	8	HSBC
9	Goldman Sachs	9	Société Générale	9	BofA Securities Europe SA
10	Nomura	10	NatWest Markets	10	Deutsche Bank

Le débat sur la surchauffe s'enflamme aux États-Unis. La comparaison des pertes de production et des réponses budgétaires révèle un tableau bien différent dans la zone euro, où les espoirs sont tournés vers le plan Next Generation EU et Mario Draghi, tandis que la BCE pourrait s'abstenir d'un autre cycle de resserrement.

Saut dans l'inconnu

Début février, l'ancien ministre américain des finances, Larry Summers, a qualifié les plans de relance de Joe Biden de « saut dans l'inconnu », qui pourrait « déclencher des pressions inflationnistes d'une ampleur non observée depuis une génération ». Les dimensions du phénomène, telles que présentées par Larry Summers à partir des dernières projections du Bureau du budget du Congrès (Congressional Budget Office), sont considérables. Le montant des plans de relance adoptés s'élève déjà à plus de trois fois celui de l'écart de production projeté avant la proposition de Joe Biden, à hauteur de 1 900 milliards de dollars. À titre de comparaison, le plan de relance budgétaire adopté sous Barack Obama, pendant la récession consécutive à la grande crise financière, représentait environ la moitié de l'écart de production.

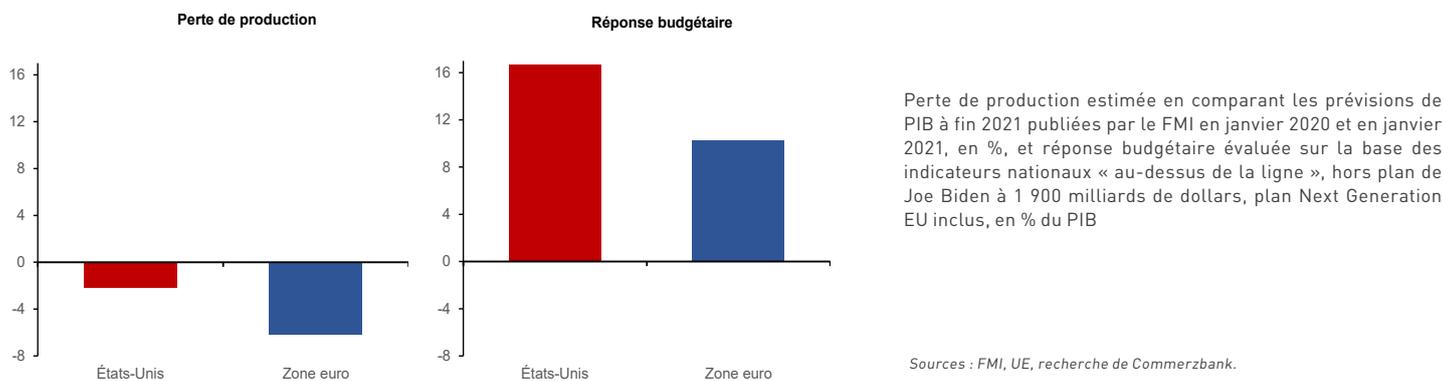
Bien sûr, toute projection économique est soumise à une grande incertitude et les estimations d'écart de production sont déjà délicates en temps normal. Toutefois, dans un contexte où une issue à la pandémie semble se dessiner et où les taux d'inflation devraient augmenter rapidement après le mois de février, les marchés n'échapperont sans doute pas au sentiment de reflation. Les anticipations d'inflation tablent actuellement sur un dépassement modéré de l'objectif de 2 % de la Fed et sur une première hausse de taux dans deux ans et demi.

Si le sentiment de reflation se poursuit, la prochaine phase sur les marchés consistera sans doute en des anticipations de resserrement plus précoce de la part de la Fed, qui devrait ensuite s'accompagner d'une hausse des rendements réels (par opposition aux points mort d'inflation qui ont porté la hausse des rendements jusqu'à présent) et d'une plus grande volatilité à la baisse des actifs à risque.

Une situation différente en Europe

Encore une fois, la situation est très différente en Europe. La contraction du PIB y est plus forte, tandis que les plans de relance budgétaire y sont plus modestes. Le graphique ci-après représente la perte de production causée par la pandémie, estimée en comparant les prévisions de PIB à fin 2021 publiée par le FMI en janvier 2020 et en janvier 2021. La réponse budgétaire est évaluée sur la base des indicateurs nationaux « au-dessus de la ligne » figurant dans le Moniteur des finances publiques du FMI augmentés des transferts au titre du plan Next Generation EU pour ce qui est de la zone euro. Elle n'inclut pas encore le plan de relance de 1 900 milliards de dollars proposé par Joe Biden.

Une contraction plus forte et une réponse budgétaire plus modeste dans la zone euro



Au-delà d'une plus forte perte de production et d'une réponse budgétaire plus modeste, la zone euro se voit également confrontée à de plus grands obstacles pour la mise en œuvre rapide du plan de relance. Il est vrai que le plan de 1 900 milliards de dollars de Joe Biden rencontre lui aussi des oppositions et que des compromis doivent être trouvés au Congrès. Néanmoins, sa mise en œuvre devrait être plus facile que celle des plans de relance de la zone euro et la proposition des Républicains, à hauteur de 618 milliards de dollars, fixe le niveau minimal du soutien qui peut être attendu.

Dans la zone euro, en revanche, les prochains mois devraient révéler la difficulté de mettre les fonds à disposition au moment où les États membres soumettent leurs plans de reprise et de résilience. On constate aussi dans cette zone que les pays qui ont subi les plus faibles pertes de production ont annoncé les mesures budgétaires les plus ambitieuses. Toutefois, lorsqu'on ajoute à ces mesures l'aide apportée par le plan Next Generation EU, le soutien budgétaire semble plus uniforme.

Principales conclusions et stratégie

- Le débat sur la surchauffe s'intensifie, mais il ne sera pas tranché avant plusieurs mois. La hausse des taux d'inflation n'étant pas attendue avant le mois de mars, on pourrait observer un répit dans la pentification baissière des taux américains après la remontée des anticipations d'inflation à cinq ans dans cinq ans proche du plus haut atteint en 2014. On peut toutefois s'attendre à une reprise du sentiment de reflation lorsque la pandémie déclinera et que l'inflation sous-jacente américaine augmentera rapidement à 2,5 % d'ici à l'été, comme le prévoient nos économistes.
- Les anticipations d'inflation actuelles concordent globalement avec le nouvel objectif d'inflation moyenne de la Fed. Une nouvelle hausse de l'inflation attendue devrait donc donner lieu à des spéculations sur un allègement des achats d'actifs et un resserrement de la politique monétaire. Cette phase du marché devrait ensuite conduire à une hausse des rendements réels et à une plus grande volatilité à la baisse des actifs à risque.
- Dans la zone euro, les conséquences économiques sont plus lourdes tandis que la réponse budgétaire est plus modeste et plus étalée dans le temps. La politique monétaire y joue donc un rôle plus important et nous nous attendons à ce que les marchés tablent de plus en plus sur le fait que la zone euro ne participera pas à un autre cycle de resserrement.
- En raison de la plus forte contraction de la production et de la moindre marge de manœuvre budgétaire en périphérie, on pourrait s'attendre à une reprise économique inégale dans la zone euro. Toutefois, le soutien souple de la BCE à travers le programme d'achats d'urgence face à la pandémie (Pandemic Emergency Purchase Programme, PEPP) et les transferts réalisés dans le cadre du plan Next Generation EU viennent corriger ces effets. Le signal politique donné par une émission commune de grande ampleur et, plus récemment, par le vaste soutien au gouvernement dirigé par Mario Draghi, qui laissent espérer une intégration plus profonde et plus rapide de la zone euro, est de première importance pour les marchés. Une convergence des rendements de la zone euro nous paraît donc plus probable et nous nous attendons à ce que la pression au resserrement des écarts de taux s'étende sur la courbe entre les différents segments de crédit

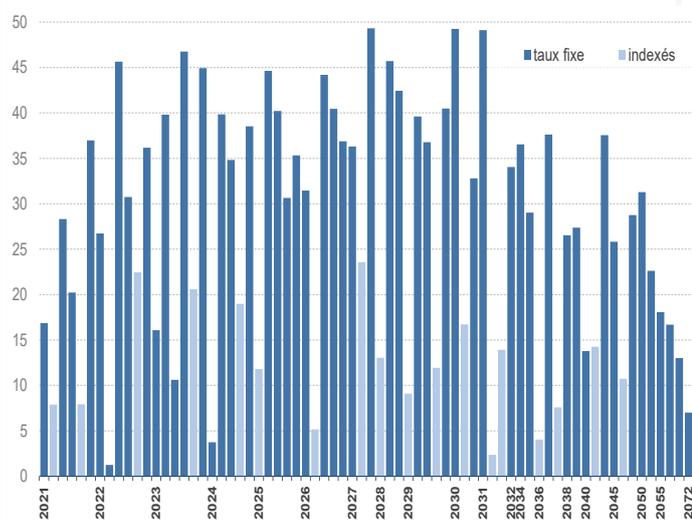
CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Mars 2021	date d'adjudication	1	8	15	22	29	18	4	18
	date de règlement	3	10	17	24	31	22	8	22
Avril 2021	date d'adjudication	5	12	19	26	/	22	8	22
	date de règlement	3	10	17	24	/	26	12	26

Source : Agence France Trésor

DETTE NEGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 JANVIER 2021

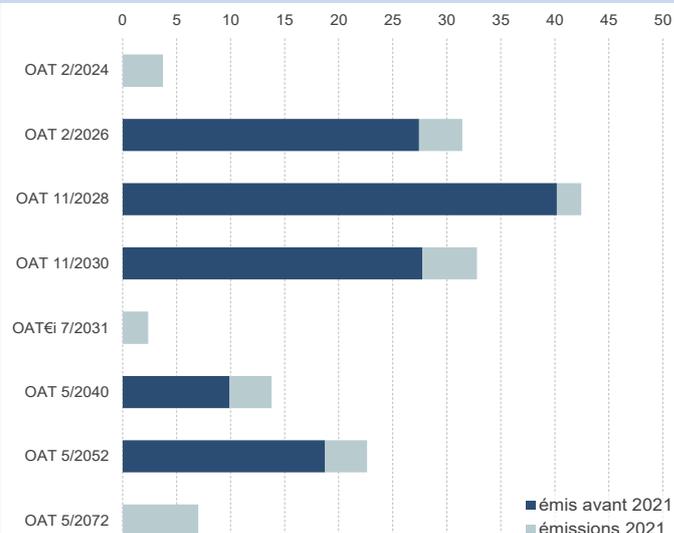
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 JANVIER 2021

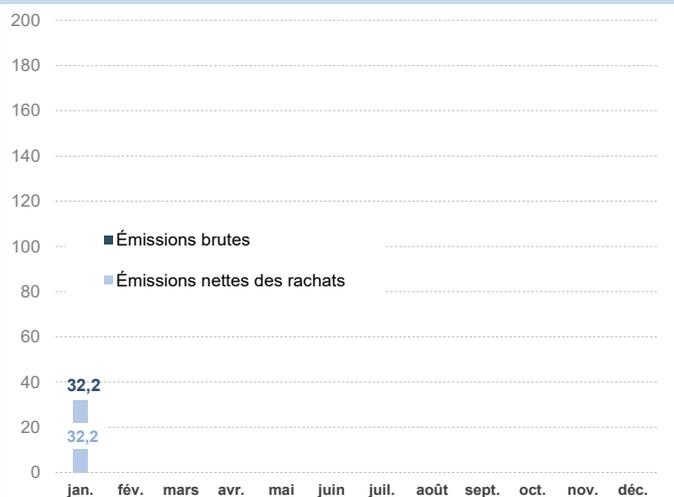
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 JANVIER 2021

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 JANVIER 2021

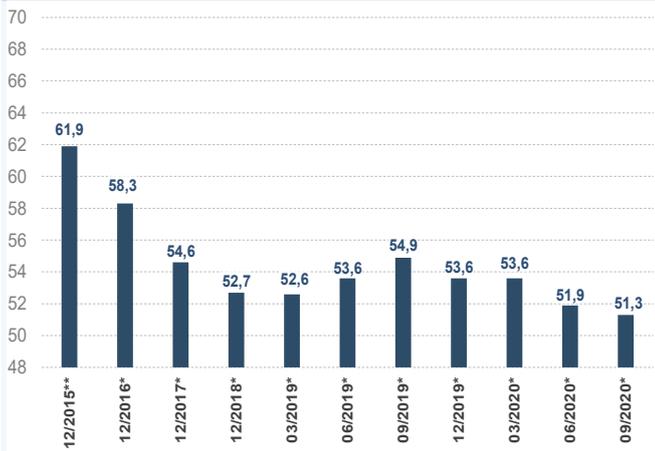
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
févr-21		16,8
mars-21	0,1	7,9
avr-21	11,6	28,3
mai-21	8,2	20,2
juin-21	0,5	
juil-21	2,4	8,0
août-21		
sept-21		
oct-21	10,1	37,0
nov-21	1,4	
déc-21		
janv-22		

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2020

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



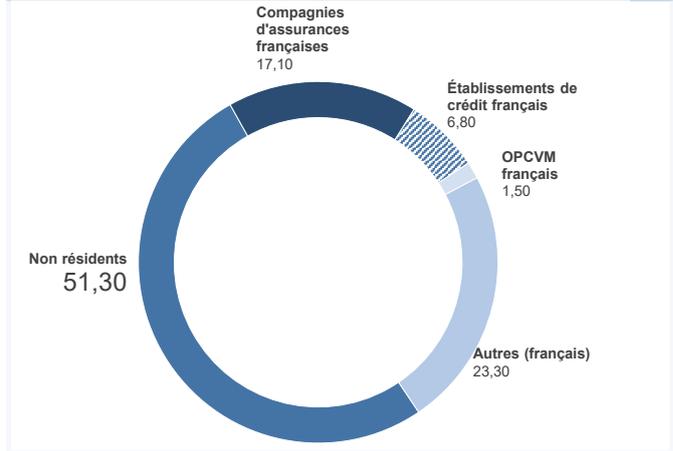
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2020

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 JANVIER 2021

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	1 871 129 237 173
Encours démembré	57 881 359 600
Durée de vie moyenne	9 ans et 7 jours
Total dette à court terme	161 285 000 000
Durée de vie moyenne	118 jours
Encours total	2 032 414 237 173
Durée de vie moyenne	8 ans et 120 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 31 JANVIER 2021

EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2018	Fin 2019	Fin 2020	Fin déc 2020	Fin janv 2021
Encours de la dette négociable	1 756	1 823	2 001	2 001	2 032
<i>dont titres indexés</i>	220	226	220	220	222
Moyen et Long Terme	1 644	1 716	1 839	1 839	1 871
Court Terme	113	107	162	162	161
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	7 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	336 jours	63 jours	73 jours	73 jours	120 jours

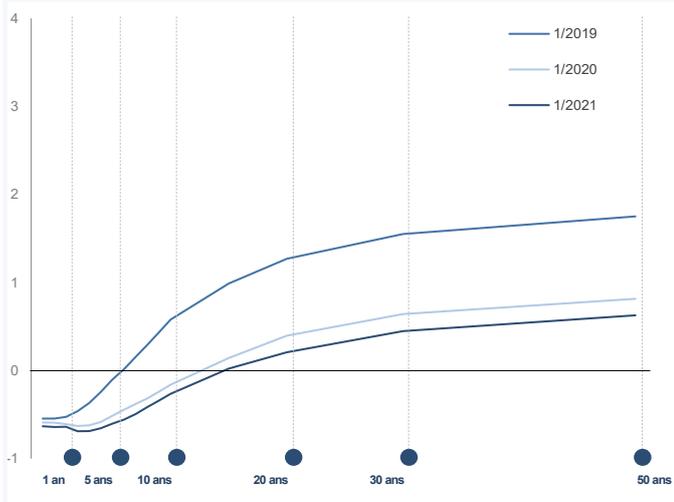
Source : Agence France Trésor



AGENCE
FRANCE TRÉSOR

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

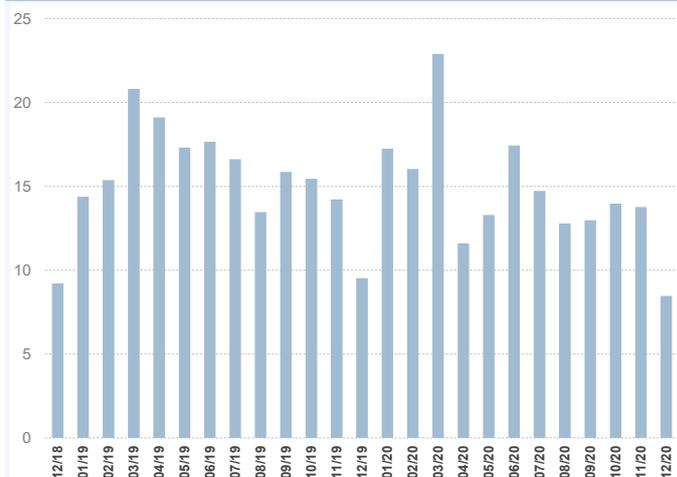
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosysteme

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

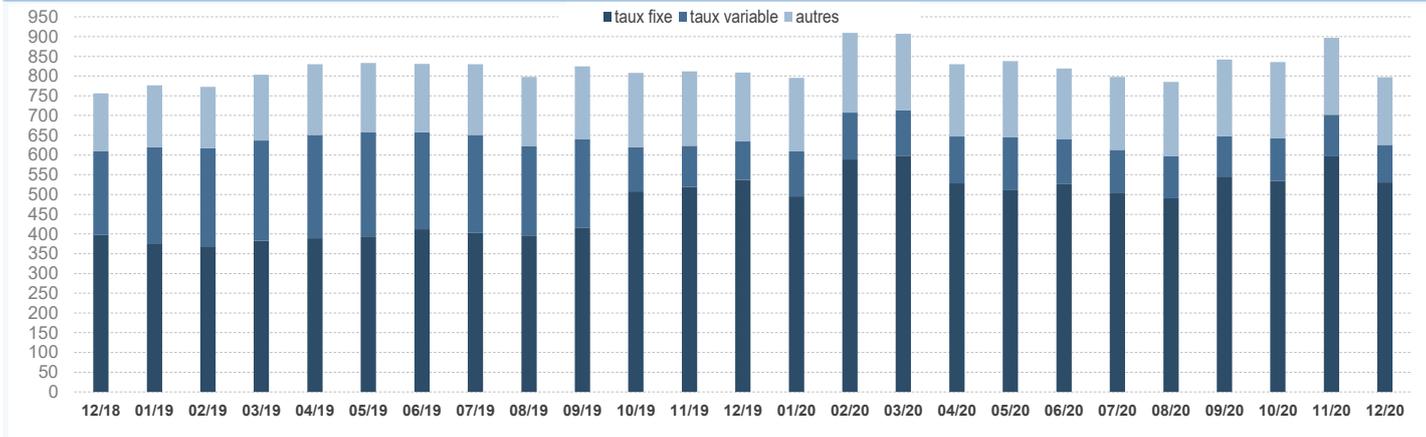
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT



DETTE À COURT TERME AU 31 JANVIER 2021

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126461609	BTF 3 février 2021	6 897 000 000
FR0126310269	BTF 10 février 2021	6 617 000 000
FR0126461617	BTF 17 février 2021	6 743 000 000
FR0125848681	BTF 24 février 2021	6 755 000 000
FR0126461625	BTF 3 mars 2021	9 417 000 000
FR0126310277	BTF 10 mars 2021	6 283 000 000
FR0125848699	BTF 24 mars 2021	8 170 000 000
FR0126461658	BTF 8 avril 2021	7 307 000 000
FR0126461724	BTF 14 avril 2021	8 495 000 000
FR0126001785	BTF 21 avril 2021	10 971 000 000
FR0126461732	BTF 28 avril 2021	2 895 000 000
FR0126461666	BTF 5 mai 2021	7 411 000 000
FR0126001793	BTF 19 mai 2021	8 329 000 000
FR0126001801	BTF 16 juin 2021	13 871 000 000
FR0126461781	BTF 30 juin 2021	3 035 000 000
FR0126310285	BTF 14 juillet 2021	7 449 000 000
FR0126310293	BTF 11 août 2021	6 688 000 000
FR0126310301	BTF 8 septembre 2021	8 685 000 000
FR0126461682	BTF 6 octobre 2021	6 595 000 000
FR0126461690	BTF 4 novembre 2021	8 022 000 000
FR0126461708	BTF 1 décembre 2021	4 389 000 000
FR0126461815	BTF 15 décembre 2021	6 261 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2021 - 2023) AU 31 JANVIER 2021

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2021		118 161 455 560				
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021	16 847 000 000			0	
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021	7 883 469 360 (1)	1,04196	7 566 000 000	0	
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	28 307 000 000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	20 209 000 000			0	
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	7 923 986 200 (1)	1,04884	7 555 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	36 991 000 000			0	
Échéance 2022		162 933 043 220				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	26 720 000 000			0	
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			248 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	45 642 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	30 738 000 000			0	
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	22 432 103 230 (1)	1,12991	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	36 157 000 000			0	
Échéance 2023		178 747 256 703				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	16 070 000 000			0	
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	39 815 000 000			0	
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 347 565 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	46 748 000 000			0	
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 590 060 800 (1)	1,14085	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			445 085 000	
Échéance 2024		135 886 273 090				
FR0014001N46	OAT 0,00 % 25 février 2024	3 741 000 000			0	
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	39 839 000 000			0	
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	18 960 273 090 (1)	1,05811	17 919 000 000	0	
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2024 ET PLUS) AU 31 JANVIER 2021

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2025		162 533 605 998				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	11 803 677 880 (1)	1,03988	11 351 000 000	0	
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	44 618 000 000			0	
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	40 197 000 000			0	
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 801 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	35 311 000 000			0	
Échéance 2026		158 105 000 000				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	31 440 000 000			0	
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	5 151 000 000 (1)	0,99270	5 151 000 000	0	
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	40 437 000 000			0	
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	
Échéance 2027		109 171 236 800				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	36 296 000 000			0	
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 561 236 800 (1)	1,11348	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	49 314 000 000			61 943 600	
Échéance 2028		101 206 567 930				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	13 030 858 800 (1)	1,03815	12 552 000 000	0	
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	29 709 130 (3)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	45 707 000 000			0	
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	42 439 000 000			0	
Échéance 2029		137 899 748 922				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	9 091 853 880 (1)	1,00252	9 069 000 000	0	
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39 618 880 458			2 309 646 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	36 778 000 000			0	
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 946 014 584 (1)	1,30058	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	40 465 000 000			0	
Échéance 2030		98 748 338 040				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	49 233 000 000			0	
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	16 716 338 040 (1)	1,04451	16 004 000 000	0	
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	32 799 000 000			0	
Échéance 2031		51 477 000 000				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	49 107 000 000			53 900 000	
FR0014001N38	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031	2 370 000 000 (1)	0,99424	2 370 000 000	0	
Échéances 2032 et plus		456 209 710 910				
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 928 952 960 (1)	1,28781	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	34 059 322 600			10 841 757 400	
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	36 541 000 000			0	
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			4 054 637 000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	4 042 000 000 (1)	0,99489	4 042 000 000	0	
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	37 601 000 000			0	
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	7 569 956 610 (1)	1,02449	7 389 000 000	0	
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 685 841 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	27 375 000 000			0	
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	13 785 000 000			0	
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 251 815 240 (1)	1,19292	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	37 558 000 000			5 865 299 000	
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			894 510 000	
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	10 733 663 500 (1)	1,03958	10 325 000 000	0	
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	28 759 000 000			616 700 000	
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	31 274 000 000			111 300 000	
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	22 615 000 000			246 000 000	
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	18 061 000 000			9 301 018 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	16 696 000 000			8 679 304 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			1 274 900 000	
FR0014001NN8	OAT 0,50 % 25 mai 2072	7 000 000 000			0	

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 28 mars 2020 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-3,8 %	12/2020
Consommation des ménages*, glissement annuel	4,5 %	12/2020
Taux de chômage (BIT)	8,0 %	T4-2020
Prix à la consommation, glissement annuel		
* ensemble	0,6 %	01/2021
* ensemble hors tabac	0,3 %	01/2021
Solde commercial, fab-fab, cvs	-3,4 Md€	12/2020
" "	-3,8 Md€	11/2020
Solde des transactions courantes, cvs	-1,2 Md€	12/2020
" "	-2,0 Md€	11/2020
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,02 %	26/2/2021
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,54 %	26/2/2021
Euro / dollar	1,21	26/2/2021
Euro / yen	128,99	26/2/2021

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minéfi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

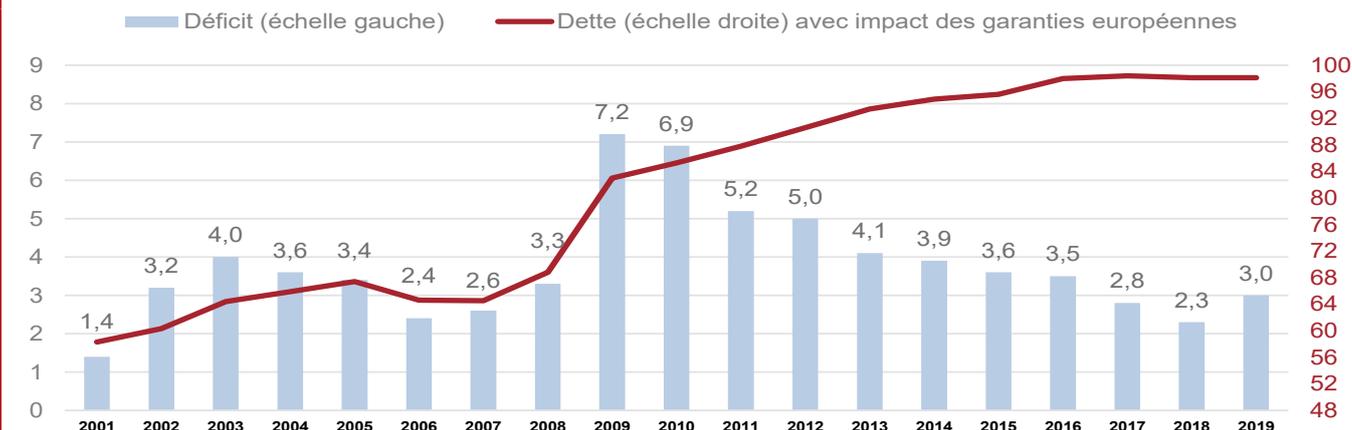
EN MILLIARDS D'EUROS

	2018	2019	niveau à la fin décembre		
			2018	2019	2020
Solde du budget général	-76,91	-96,91	-76,88	-96,91	-172,68
Recettes	313,79	301,07	313,79	301,07	282,69
Dépenses	390,69	397,98	390,69	397,98	455,37
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,82	4,06	0,82	4,08	-5,42
Solde général d'exécution	-76,00	-92,69	-76,05	-92,84	-178,10

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

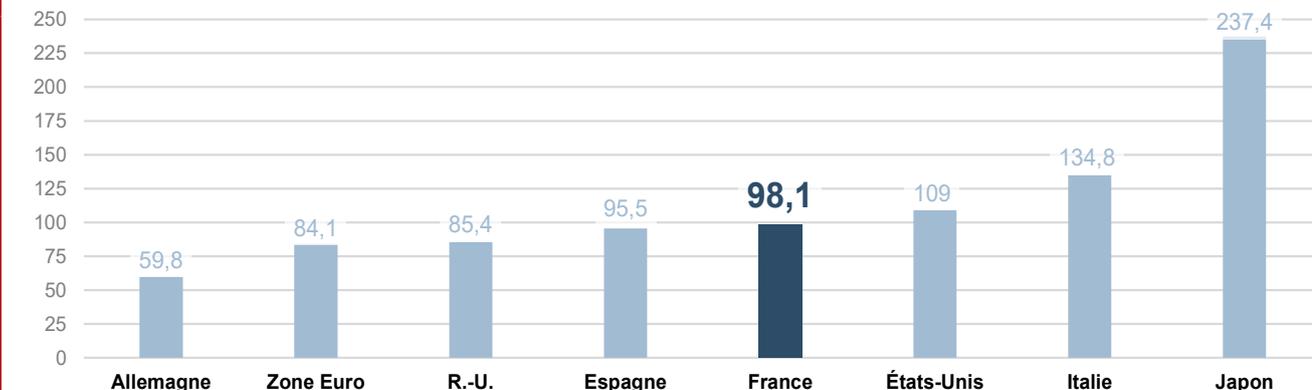
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2019

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

MARS 2021 

5 Balance des paiements en janvier	15 Réserves nettes de change en février	16 Indice des prix à la consommation en février	17 Inflation IPCH : indice de février	25 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mars	26 Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques T4 2020
26 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mars	31 Dépenses de consommation des ménages en biens en février	31 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en février			

AVRIL 2021 

8 Balance des paiements en février	9 Indice de production industrielle pour février	15 Indice des prix à la consommation en mars	15 Réserves nettes de change en mars	16 Inflation IPCH : indice de mars	22 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en avril
22 Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie en avril	28 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en avril	30 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en mars	30 Comptes nationaux trimestriels : première estimation T1 2021		

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin
 Rédaction : Agence France Trésor
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».

